



Charles Piaget, André Barjonet, Michel Mousel, Geneviève Petiot

contre le plan Chirac - Giscard Initiatives et unité

I – Les victoires sans précédent de l'offensive anti-imperialiste en Indochine (*Voir notre article p.4*) indiquent la voie à suivre face à la crise mondiale du capitalisme et la façon d'en tirer parti pour les forces populaires : en attaquant l'adversaire américain celles du Vietnam et du Cambodge dissipent l'illusion selon laquelle cette période peut donner lieu à des batailles défensives. Plus près de nous, le processus révolutionnaire engagé au Portugal (*voir p. 8 et 9*) appelle de la part du mouvement ouvrier un soutien actif et, plus encore, l'invite à élargir cette première brèche ouverte en Europe

II - Ces données nouvelles de la situation internationale ne peuvent que renforcer l'exigence d'une lutte d'ensemble contre tous les aspects de la politique capitaliste en France. Or le cours actuel de la politique des partis de l'union de la Gauche se révèle non seulement inefficace mais encore démobilisateur. Le programme commun ne parvient même plus à masquer les désaccords entre ses signataires. En écartant toute organisation non signataire, les partis du programme commun l'utilisent comme prétexte et se réservent toute initiative dont il ne reste plus qu'une apparence unitaire

L'unité correspond à une aspiration trop profonde des travailleurs pour que l'on puisse la réduire à des faux-semblants ou à des démonstrations formelles.

Seule, une stratégie d'unité populaire résolue et offensive est susceptible de faire reculer le pouvoir

III - Dans cette situation générale, le gouvernement Giscard garde l'initiative pour imposer son plan d'austérité. C'est ainsi qu'il a engagé délibérément l'épreuve de force contre les travailleurs de Renault. Ceux du Mans ont mis en avant des mots d'ordre unificateurs : augmentation uniforme, révision anti-hiérarchique de la grille des salaires (*Voir article p.7*). Les travailleurs refusent les cadences imposées par le patronat ; une telle action correspond à la stratégie du contrôle ouvrier développé par la PSU. Elle renforce celle menée contre les licenciements dans de nombreuses entreprises à travers tout le pays, lutte que la PSU cherche à populariser comme il l'a fait notamment au cours de sa semaine d'action pour l'emploi.

De telles luttes peuvent provoquer une avancée des forces populaires et faire échec au plan

d'austérité ; mais pour cela, il est nécessaire qu'elles ne demeurent pas morcelées, qu'elles se coordonnent et ainsi puissent se généraliser.

Les partisans d'une telle stratégie de combat sont nombreux, mais ils n'ont pas de liens entre eux et ne peuvent pas peser suffisamment dans l'action. La Conférence Nationale Entreprises du PSU qui se réunira les 19 et 20 avril 1975 élaborera des propositions pour permettre à tous ces militants ouvriers d'échanger et d'analyser leurs expériences et de débattre de leurs objectifs d'action dans l'axe de lutte du contrôle ouvrier et dans la perspective de l'autogestion socialiste.

Des possibilités se dessinent d'un déblocage de la situation présente ! Il se crée des comités unitaires de soutien aux luttes ; des dispositions commencent à être prises pour appliquer l'accord sur les Assises pour l'emploi des jeunes (forums, rassemblements). La perspective de création de structures pour les chômeurs en liaison avec les organisations syndicales fait son chemin. C'est pourquoi les propositions du PSU pour un accord politique et d'action sont toujours d'actualité malgré l'aggra-

vation des contradictions entre le PS et le PCF. Il continuera à les formuler à tous les niveaux.

IV - L'expérience de ces derniers mois confirme que ce qui manque au mouvement ouvrier en France, ce n'est pas seulement une volonté unitaire de la part de ses organisations, mais ce sont aussi des perspectives politiques qui répondent à la crise.

Le PSU affirme que le choix d'une lutte anticapitaliste conduisant à l'autogestion socialiste peut apporter une réponse d'ensemble. Pour que cette réponse s'affirme, il faut :

1) que le courant politique qui la représente continue à se renforcer. Cela passe bien entendu

par le développement en cours du PSU mais aussi par sa capacité à prendre en compte les aspirations surgies dans les luttes actuelles

2) que toutes les forces militantes qui se reconnaissent dans ce courant poursuivent leur confrontation. C'est pourquoi le PSU souhaite que des militants appartenant aux mouvements syndical paysan de jeunesse comme des organisations politiques, puissent se rencontrer pour débattre de «de quel parti pour l'autogestion»? Une rencontre pourrait être organisée sur ce thème prochainement.

3) qu'il traduise sa démarche en objectifs politiques concrets et précis, c'est-à-dire qu'il élabore

un programme de construction du socialisme. C'est une tâche que le PSU engage à partir d'aujourd'hui se fixant pour objectif la préparation d'un document qui, à partir de septembre 1975 sera soumis à discussion publique ouverte à tous.

L'initiative prise par le PSU avec le mouvement écologique de la journée du 26 avril et du colloque des 26 et 27 avril contre le programme nucléaire français va dans ce sens. Le PSU estime qu'un très large rassemblement peut se réaliser à cette occasion, et il renouvelle son appel aux forces politiques, aux syndicats et aux organisations populaires pour la mise en commun de cette action ■